

Quand il a 17 ou 18 ans, le jeune qui veut se lancer dans des études doit opérer une multitude de choix: aller à l'université ou en haute école? Faire un cycle court ou se lancer dans un marathon de cinq, sept, neuf ans?

Choisir une filière en se disant «on verra bien» ou choisir un métier?

Il n'y a pas de recette. Mais la première clé, c'est de bien se connaître. Faire ce que l'on aime. Et tant qu'à faire, jeter un coup d'œil au marché de l'emploi. Car des cerveaux et des bras, les entreprises en cherchent.

Choisir, c'est renoncer? Pas nécessairement

NATHALIE BAMPS

«**I**ly a environ 300 filières possibles à l'université. Mais quand on leur demande ce qu'ils envisagent, les jeunes rhétoriciens en citent à peine une dizaine.» Corinne Duckstein sait de quoi elle parle. Chaque année, son service Info-études de l'ULB voit des centaines de jeunes en attente d'informations sur les études. Et pas facile de leur faire comprendre qu'il n'y a pas que droit, médecine ou communication.

Dès le mois de mars, les universités organisent des journées portes ouvertes et des séances d'informations. Leurs services d'orientation se rendent dans les écoles. Certains diront qu'elles se vendent. Cette étape est pourtant très importante, car une partie de l'échec en 1^{ère} bac (qui concerne 60% des nouveaux étudiants) vient d'une erreur d'aiguillage. «Le premier conseil que l'on donne aux étudiants, c'est d'apprendre à se connaître, et croire en ses rêves», disent les spécialistes. Inutile de se lancer dans une filière sous prétexte qu'elle est en pénurie, on ne tiendra pas le coup...

Faut-il choisir ses études en fonction du métier que l'on veut faire? Si on a en tête de faire pédiatre, infirmière ou avocat, oui évidemment. C'est ce qu'on appelle les filières «professionnalisantes». Mais elles nécessiteront aussi de faire un choix: la spécialisation. Un étudiant de 1^{ère} bac médecine ne sait pas, dès le départ, quelle option il choisira. Elle sera déterminée par ses matières de prédilection et par ses capacités. Idem pour l'étudiant en droit: il pourra s'orienter vers les spécialisations (droit de la famille, droits des affaires, droit constitutionnel, etc.). Opter pour le barreau, être juriste,

voire embrasser la carrière d'enseignant. Les exemples se multiplient à l'infini, quelles que soient les filières.

Pour la grande majorité des études, le parcours n'est pas une ligne droite, tracée dès la 1^{ère} année. «Beaucoup d'étudiants qui se lancent dans la physique rêvent d'observer le mouvement des étoiles, de devenir astrophysicien. Et pourtant, combien en sortiront avec ce diplôme? Un, deux?», explique Catherine Dehon, directrice du département enseignement de l'ULB. «Il n'y a pas un bon choix d'études», ajoute Corinne Duckstein. «On ne se retrouve plus enfermé dans un carcan du début à la fin. Pour cela, inutile de se mettre la pression». «Que la filière soit professionnalisante ou pas, il y a toujours une progressivité dans la maturation du projet du jeune», confirme Philippe Fonck, directeur du CIO (Centre d'information et d'orientation) de Louvain-la-Neuve.

Plus qu'avant, l'individu a son parcours à tracer. Tout au long de sa formation, il peut bifurquer, changer d'orientation, voire partir à l'étranger. Coller au plus près du marché du travail, selon Philippe Fonck, ne sert donc à rien. «Comment peut-on prédire à un horizon de sept ans ce qui émergera comme métiers? D'autant que parfois, le marché réagit même moins vite que les compétences qui se développent dans les universités...»

À Liège, le vice-recteur à l'enseignement, Eric Haubruge, précise aussi que «dans les dix prochaines années, les nouvelles filières porteuses d'emploi nécessiteront un décloisonnement des formations. Les futurs métiers auront davantage besoin de transversalité et de technicité. Un exemple: les smarts grids, qui allient informatique, ingénieur, électricité...»

Le taux d'insertion, un outil bon à connaître

Les spécialistes de l'orientation ne nient pourtant pas l'importance de connaître les difficultés du marché du travail vers lequel l'étudiant se destine. Ils n'hésitent pas à donner au jeune toutes les informations en matière de taux d'insertion sur le marché de l'emploi.

Ces données, souvent gardées hyper confidentielles, ne sont toutefois pas la bible. Car il est de bon ton de compléter son diplôme par un bagage extérieur. «Il faut ajouter des cordes à son arc. Le diplôme seul ne suffit pas toujours pour s'insérer sur le marché de l'emploi», avertit Marc Vandeur, responsable de la cellule emploi de l'ULB. Philippe Fonck donne un exemple: «La coopération au développement. Beaucoup de jeunes sont intéressés par cette filière. Mais le diplôme seul ne suffit pas. Il faut le compléter avec des stages, faire preuve d'une bonne connaissance des langues». «Et au-delà, afficher des qualités qui ne s'acquiert pas à l'université», ajoute encore Marc Vandeur: esprit d'aventure, débrouillardise, savoir faire face aux difficultés, travailler en équipe...»

Dans ce cadre, les stages organisés dans les filières universitaires se multiplient. «Il y a clairement une hausse des demandes de contacts professionnels et de stages, aussi dans les filières où ce n'était pas la tradition. En gestion par exemple, où il n'y a pas de problème d'emploi, on est passé de 40 à 150 demandes de stages en 2015», dit Catherine Dehon. Ils veulent quelque chose d'encadré avec les employeurs.

«À l'heure actuelle, la diversité de parcours est devenue si grande qu'il n'y a plus deux diplômés qui se ressemblent à l'identique», conclut Catherine Dehon.

«Dans les dix prochaines années, les nouvelles filières porteuses d'emploi nécessiteront un décloisonnement des formations.»

ERIC HAUBEUGE
VICE-RECTEUR À
L'ENSEIGNEMENT
DE L'ULG

300 filières

Les universités comptent aujourd'hui 300 filières différentes dans lesquelles les étudiants doivent s'orienter. Pas simple de s'y retrouver...

«À l'heure actuelle, il n'y a plus deux diplômés qui se ressemblent à l'identique.»

CATHERINE DEHON
DIRECTRICE DU
DÉPARTEMENT
ENSEIGNEMENT DE
L'ULB

RÉFORME

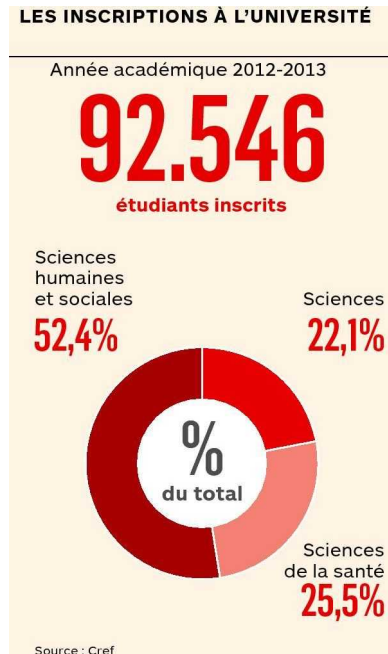
LE DÉCRET MARCOURT CHANGE LA DONNE

Le décret qui réforme le paysage de l'enseignement supérieur, adopté fin 2013, n'influence pas seulement l'organisation des institutions. Il a aussi un impact sur le parcours de l'étudiant. Et donc, à ce titre, peut jouer un rôle dans le choix posé par les jeunes. Le premier impact se verra lors des erreurs d'aiguillage. **Un étudiant pourra plus facilement se réorienter vers une autre formation**, passer de la haute école vers l'université (ou inversement), **voire prolonger son parcours.**

Un autre aspect tient au principe de **codiplomation entre hautes écoles et universités**. Pour cela, les institutions doivent passer des accords. Certains sont déjà passés à l'acte. Un exemple concret: Martin veut se lancer dans des études en relations publiques. Il habite Bruxelles. Il hésite entre un master à l'ULB ou une haute école, où la formation lui semble plus concrète et pratique. Seul hic, il rêve, par la suite de partir à l'étranger. Mais il craint que son diplôme en haute école ne lui ouvre pas de portes. À New York ou Singapour, qui connaît l'Ihecs? Avec l'accord de codiplomation que l'ULB et l'Ihecs ont signé récemment, il ne devra plus se poser la

question. Il sera formé par les deux institutions, et son diplôme sera estampillé Ihecs/ULB. Un gros avantage pour le valoriser à l'étranger... Une convention similaire (Ihecs/UCL) a été passée pour les études en journalisme.

Autre effet de la réforme de Marcourt: **l'information aux étudiants**, qui sera **plus concertée et cohérente**. En effet, au sein de l'Ares (la coupole de l'enseignement supérieur) a été créée une commission d'orientation. Elle incitera les pôles régionaux à informer de manière concertée les élèves sur les possibilités d'études supérieures, que ce soit de type court, de type long, ou artistique et même de promotion sociale. **N.B.**



Tu iras à l'université, mon fils. Ou pas...

Différents critères permettent de choisir entre haute école ou université. On remarquera qu'en termes d'insertion sur le marché de l'emploi, le cycle court offre plus de chances d'accéder à un job.

NATHALIE BAMPS

Le diplôme universitaire, les jeunes en rêvent, et – démocratisation de l'accès aux études oblige – beaucoup vont essayer de l'atteindre. Chaque année, ils sont plus de 15.000 jeunes à s'inscrire à l'université. Dans les hautes écoles, ils sont 42.500, dont une partie a souvent déjà tenté sa chance à l'unif. En bout de course, 7.000 à 8.000 décrochent un diplôme universitaire et 17.000 un diplôme du supérieur.

Selon que l'on se réfère aux chiffres livrés par les universités, ou ceux donnés par les organismes de placement (Actiris, Forem), on remarque que l'insertion sur le marché de l'emploi est une donnée très fluctuante. Une chose seule est sûre, un

diplôme de l'enseignement supérieur offre une garantie quasi certaine de décrocher un job. Chez Actiris et au Forem, les études montrent que cette chance est encore plus grande quand on se forme en haute école (enseignement supérieur de type court). Après trois ans, le taux d'insertion socio-professionnelle est de 93% pour les bacheliers (supérieur de type court donc), et de 87% pour les titulaires d'un master, note le Forem. Dans les universités, on précise aussi que sur la base des enquêtes réalisées auprès des anciens étudiants, les taux d'insertion sur le marché de l'emploi varient entre 85 et 100% suivant les filières).

Alors, entre unif ou haute école, que choisir?

Premier critère: son rêve... Une jeune fille, ou un jeune homme, qui veut devenir infirmier spécialisé en gériatrie n'a pas beaucoup de questions à se poser. Ce sera la haute école, avec un graduat de type court. Le futur médecin, lui, n'a pas plus de rai-

sons de se prendre la tête. Seule l'unif lui permettra de réaliser ses ambitions. Un candidat ingénieur, lui, peut s'orienter soit vers l'université (master en ingénieur), soit vers la haute école (ingénieur industriel). Qu'est-ce qui l'aidera à déterminer son choix? Universités et hautes écoles ont des approches spécifiques et très différentes.

La première différence que l'on pointera (spécifique aux ingénieurs), c'est l'existence d'un examen d'entrée. Ce qui ne vaut pas pour d'autres filières, comme le droit, la communication ou les études de commerce. Au-delà du filtre, l'université aura une approche des études davantage centrée sur la recherche, un côté que poussent moins les hautes écoles (cela étant, avec la réorganisation du paysage de l'enseignement supérieur, cela pourrait changer). «Un futur étudiant en kiné qui n'a aucune envie de faire de la recherche ne devra pas aller à l'université», explique Annick Vandeuven, responsable de la filière paramédicale à la

haute école Ilya Prigogine.

Autonome, ou pas trop?

Autre caractéristique de l'université: elle réclame une plus grande autonomie. Un aspect qui est encore renforcé avec la réorganisation du parcours de l'étudiant suite au décret Marcourt. En haute école, le jeune est davantage cadré, suivi de près dans son cursus, avec des cours donnés en groupes plus restreints.

La durée des études est aussi à prendre en compte. Ce n'est pas dévoiler la couronne que de dire aussi que les études universitaires sont plus longues que les études en haute école (mais certaines sections en haute école offrent aussi un master). Elles demanderont plus de persévérance à l'étudiant. Et qui dit plus longues, dit aussi plus

coûteuses...

Au Forem, on attire aussi l'attention sur l'impact des nouvelles règles des allocations d'insertion sur le choix des jeunes. «*Les syndicats nous le disent, avec la réforme des allocations d'insertion, les jeunes pourraient davantage se tourner vers les filières plus courtes afin de se retrouver dans les critères d'accès (25 ans maximum)*», explique Jean-Claude Chalon, directeur du service d'analyse du marché de l'emploi. Non pas qu'ils espèrent se retrouver au chômage, mais pour avoir un filet de sécurité...

En termes de contenu des études, la formation en haute école sera davantage axée sur l'aspect pratique du métier. Celui qui se forme à l'université comme l'ingénieur civil sera davantage dans la conception, l'innovation et la gestion de projets.

L'ingénieur industriel, lui, sera sur le terrain, au cœur de la chaîne de production. Par contre, contrairement aux idées reçues, les formations en haute école ne sont pas plus «faciles». Le niveau d'exigence est peut-être moins poussé qu'à l'université, mais le rythme de travail est souvent plus intensif et ce, durant toute l'année, nous disent les acteurs de l'enseignement...

«Un futur étudiant en kiné qui n'a aucune envie de faire de la recherche ne devra pas aller à l'université.»

ANNICK VANDEUREN

RESPONSABLE DE LA FILIÈRE PARAMÉDICALE À LA HAUTE ÉCOLE ILYA PRIGOGINE

Ces «psys» qui nous veulent du bien

NATHALIE BAMPS

Les étudiants d'aujourd'hui ont de plus en plus d'outils pour les aider à trouver leur voie dans la jungle des études supérieures. Universités et hautes écoles débroussaillent pour eux, à la machette, les chemins qui les mèneront vers leur avenir.

D'abord à l'école secondaire, souvent dès la 5^e année, des séances d'information sont organisées pour les adolescents. Le but: que l'étudiant soit conscient de l'éventail de possibilités qui s'offrent à lui. Toutes les universités et hautes écoles ont, en leur sein, des services d'orientation qui accueillent les futurs étudiants en demande.

À Louvain-la-Neuve, il y a le Centre d'information et d'orientation, le CIO. Sa spécificité, par rapport à d'autres services, est qu'il offre une information aussi bien sur l'UCL que sur toutes les autres universités et toutes les hautes écoles. Un rayon concerne également les études à l'étranger. À l'ULB, l'étudiant pourra s'adresser à InfOR-études, à Mons au SAP (Service d'appui pé-

dagogique), à Liège au SOU, (Service d'orientation universitaire), à Namur à l'Info-études et à Saint Louis (Bruxelles) au Service d'orientation et d'aide à la réussite.

Les hautes écoles ne sont pas en reste. Les plus grandes d'entre elles disposent aussi de services d'orientation, comme à la Haute école du Condorcet (Hainaut). Ces services ont tous de nombreux points communs. «*Notre approche n'est pas de conseiller à l'étudiant d'opter pour telle ou telle filière, mais de lui offrir une méthodologie pour sa démarche*», dit Corine Duckstein, d'InfOR études ULB.

Informé n'est pas orienter

Les spécialistes distinguent aussi information et orientation. Ce sont deux choses différentes, dit Catherine Gilbert, qui s'occupe de l'information sur les études à l'ULg. La première démarche aide le jeune à prendre conscience de l'éventail de possibilités qui leur sont offertes, et de l'informer sur les métiers, les filières. L'orientation, souvent individualisée, nécessite un bilan approfondi qui inclut la connaissance de soi.

Quelles sont les principales préoccupations des jeunes lorsqu'ils débarquent dans les services d'orientation? «*La qualité et l'intérêt du métier, son utilité finale, sont devenues des questions primordiales chez les jeunes*», dit Catherine Gilbert. «*Mais avant tout, précisent les spécialistes, il faut débarrasser le jeune des clichés sur les métiers et les filières, et sur soi-même*», précise Corine Duckstein. *Il faut travailler sur la connaissance de soi, ses points forts et faibles, et sur l'image du métier que l'on se fait.*

Évolutif

Une fois de plus, les spécialistes insistent sur un point crucial: le parcours de formation, il se construira tout au long des études. Le projet n'est pas figé dès le départ, il évoluera en fonction des bagages que le jeune y apportera. «*Et si les étudiants ont cette capacité d'évoluer, ce qu'il auront aussi besoin durant leur carrière, s'ils parviennent à dépasser le simple titre de leur diplôme, alors leur panel de débouchés sera beaucoup plus large*», conclut Marc Vandeur, du service emploi de l'ULB.

Témoignage

ANNICK PÉTILLON

Infirmière, 44 ans.

«*À 17 ans, je voulais être juge de la jeunesse, aider les enfants en difficulté. J'ai donc commencé le droit. Mais à la fin de la première année, j'ai perdu deux proches dans des accidents de voiture. J'ai arrêté ma session d'examen. En septembre, j'ai commencé des études d'infirmière. Je me disais que si eux n'avaient pas pu être sauvés, moi je pourrais peut-être un jour sauver des vies.*»

Annick Pétillon a étudié aux Deux Alices, à Uccle. Après avoir terminé sa formation, elle s'est lancée dans la

vie active, en travaillant dans des hôpitaux (chirurgie, puis soins intensifs). De là, elle a enchaîné avec le soin à domicile pour les patients lourds. Des malades du sida, du cancer. «*À deux semaines de me marier, je me suis piquée au chevet d'un malade du sida. Le test s'est avéré négatif. Mais j'ai décidé de changer d'orientation. J'ai commencé une formation d'infirmière accoucheuse, mais je suis tombée enceinte. Mon compagnon était étudiant en médecine. Il fallait que je me remette à travailler.*» **Annick a alors enchaîné des intérim dans différents services.** «*J'ai pu faire mes armes, tester ce qui me plaisait.*» Son parcours l'a ramenée vers le soin à domicile. Aujourd'hui, elle travaille dans une

unité mère-bébé au Clair Vallon, à Louvain-la-Neuve. «*Tout au long de ma carrière, je n'ai pas arrêté de me former. J'ai développé une grande faculté d'adaptation, d'observation, de réflexion par rapport aux soins, à l'utilisation du matériel.*» Aux jeunes, **Annick conseille de ne pas se ruiner dans cette carrière sous prétexte que le métier est en pénurie.** «*Il faut avoir le sens de l'autre, de l'empathie, il faut savoir donner beaucoup. Les conditions de travail sont difficiles, et on ne peut pas faire ce métier à moitié.*» Pour Annick, il est aussi important de continuer à se former tout au long de sa vie. «*À moins de vouloir faire toute sa carrière dans le même service. Mais il n'est pas sûr qu'on tienne 40 ans comme cela...*»